

MISE EN ŒUVRE DU RETRAIT OBLIGATOIRE

visant les actions et les ORNANE de la société



initée par

SAP FRANCE SA



présentée par



Le présent communiqué est établi et diffusé conformément aux dispositions de l'article 237-16 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »).

A l'issue de l'offre publique initiée par la société SAP France visant les titres de la société Business Objects (l'« Offre Publique ») qui s'est déroulée du 4 décembre 2007 au 10 janvier 2008 puis du 16 au 29 janvier 2008 en France, et du 4 décembre 2007 au 15 janvier 2008 puis du 16 au 29 janvier 2008 aux Etats-Unis, au prix de :

- 42 euros par action Business Objects,
- 22,55 euros par bon de souscription d'action (« BSA ») 2003,
- 24,96 euros par BSA 2004,
- 18,87 euros par BSA 2005,
- 19,69 euros par BSA 2006,
- 12,01 euros par BSA 2007,
- 50,65 euros par obligation remboursable en numéraire ou en action nouvelle ou existante (« ORNANE »),

SAP France détient, au 8 février 2008, 98.672.405 actions Business Objects représentant 95,49 % de son capital et de ses droits de vote. Par ailleurs, Business Objects détient au 8 février 2008, en auto-détention ou en auto-contrôle, 1.776.511 actions Business Objects représentant 1,72% de son capital.

Compte-tenu de ces 1.776.511 actions d'auto-détention ou d'auto-contrôle, les actions Business Objects non présentées à l'Offre par les actionnaires minoritaires représentent au 8 février 2008, 2,79% du capital et des droits de vote de Business Objects.

SAP France détient également au 8 février 2008, 10.651.156 ORNANE, représentant 99,77% des ORNANE en circulation et pouvant donner droit à la création de 2.154.998 actions Business Objects,

ainsi que 585.000 bons de souscription d'actions représentant la totalité des bons de souscription d'actions existants et pouvant donner droit à la création de 585.000 actions.

Les porteurs d'ORNANE et les titulaires d'actions non présentées à l'Offre Publique détiennent donc, au 8 février 2008, 2,74% de la somme des actions existantes ou susceptibles d'être créées en remboursement desdites ORNANE.

Par courrier du 8 février 2008, Deutsche Bank AG, succursale de Paris, agissant pour le compte de SAP France, a informé l'AMF de la décision de SAP France de procéder, conformément à son intention exprimée lors de l'Offre Publique, à la mise en œuvre d'un retrait obligatoire portant sur les actions Business Objects non détenues par elle, au prix de 42 euros par action Business Objects, sur le fondement des articles L.433-4 III du Code monétaire et financier et 237-14 et suivants du Règlement Général de l'AMF, ainsi que sur ORNANE qu'elle ne détient pas encore, au prix de 50,65 euros par ORNANE, en application des articles L.433-4 IV du Code monétaire et financier et des articles 237-14 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Le retrait obligatoire visera la totalité des actions Business Objects non détenues, directement ou indirectement, par SAP France, à l'exception de 23.849 actions Business Objects, souscrites au moyen des avoirs indisponibles du plan d'épargne entreprise de Business Objects, soit, au 8 février 2008, 2.861.724 actions représentant 2,77% du capital et des droits de vote Business Objects. Il sera réalisé au même prix que celui de l'Offre Publique soit 42 euros par action.

Le retrait obligatoire visera également la totalité des ORNANE non détenues par SAP France, à savoir, au 8 février 2008, 25.000 ORNANE représentant 0,23% des actions existantes ou susceptibles d'être créées en remboursement desdites ORNANE. Il sera réalisé au même prix que celui de l'Offre Publique soit 50,65 euros par ORNANE.

L'AMF a indiqué dans son avis n°208C0282 en date du 11 février 2008 que le retrait obligatoire sera mis en œuvre le 18 février 2008, date de radiation des actions Business Objects et des ORNANE de l'Eurolist. Le montant de l'indemnisation sera versé par SAP France, net de tous frais, à cette date, sur un compte bloqué ouvert à cet effet auprès de BNP Paribas Securities Services, qui centralisera les opérations d'indemnisation. Après la clôture des comptes des affiliés par Euroclear France, les établissements dépositaires teneurs de comptes créditeront les comptes des détenteurs des actions Business Objects de l'indemnité leur revenant. Les fonds non affectés correspondant à l'indemnisation des titres dont les ayants droit sont restés inconnus, seront conservés par BNP Paribas Securities Services, pendant dix ans à compter de la date de mise en œuvre du retrait obligatoire. A l'expiration de ce délai de 10 ans, les fonds non encore réclamés seront versés à la Caisse des Dépôts et Consignations et seront tenus à la disposition des ayants droit sous réserve de la prescription trentenaire au bénéfice de l'Etat.

La note d'information relative à l'Offre Publique visée le 27 novembre 2007 sous le numéro 07-425 est disponible sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et sur le site Internet de SAP France (www.sap.com). Des exemplaires de cette note d'information peuvent également être obtenus sans frais auprès de :

SAP France
La Défense Plaza, 23-25 rue Delarivière Lefoullon
La Défense 9
92064 Paris La Défense Cedex

Deutsche Bank AG
Succursale de Paris
3, av. de Friedland
75008 Paris

La diffusion, la publication ou la distribution de ce communiqué peut, dans certains pays, faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires. Ce communiqué ne s'adresse pas aux personnes soumises à de telles restrictions, ni directement, ni indirectement. La réception de ce communiqué ne constitue pas une offre dans les pays où une offre d'achat ou une offre de valeurs mobilières serait illégale.